

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



PSA Poissy

Lundi 26 mars 2018

Après le succès du 22 mars : Ce n'est qu'un début !

Avec son arrogance d'ancien banquier d'affaires, Macron multiplie les offensives contre l'ensemble des salariés depuis son élection. Il s'en prend aujourd'hui frontalement aux cheminots en espérant briser leur combativité pour démoraliser l'ensemble du monde du travail, comme Thatcher l'avait fait avec les mineurs en Angleterre. Seulement voilà, les cheminots sont décidés à ne pas se laisser faire et, avec entre 350 000 et 500 000 personnes dans les rues le 22 mars, on voit qu'ils ne sont pas les seuls.

Mécontentement général

Ouvriers des ateliers, agents des gares, personnels roulants et même des cadres, toutes les catégories de personnels de la SNCF se sont retrouvées dans une grève mobilisant des dizaines de milliers de salariés du groupe, alors même que la direction de la CGT n'appelait pas à faire grève et proposait une simple manifestation nationale. Et dans cette manifestation parisienne, très dynamique, les salariés de la SNCF ont retrouvé fonctionnaires, étudiants et lycéens à l'arrivée des cortèges.

Dans de nombreuses autres villes, les cheminots se sont joints directement aux cortèges de la Fonction publique. Car contrairement aux calculs du gouvernement, les cheminots ne sont pas isolés. Hospitaliers, territoriaux ou encore personnels de l'Éducation nationale et même des salariés du privé, tout le monde est mécontent de la politique du gouvernement.

Cette politique est la même partout : gel des salaires, sous-effectif organisé et dégradation des conditions de travail. À cela s'ajoute un énorme mépris qui passe par le dénigrement des uns et des autres prétendus « privilégiés ».

« Il ne faut pas mollir »... espère le gouvernement

Pour se rassurer face à la contestation, le Premier ministre Édouard Philippe racontait sur son Facebook Live qu'« il ne fallait pas mollir ». Rappelons qu'Alain Juppé, son mentor en politique, jouait sur son image de politicien « droit dans ses bottes » avant de s'écraser face au mouvement des cheminots et des fonctionnaires en passe de se transformer en grève généralisée en décembre 1995.

Aujourd'hui, malgré le succès de la mobilisation de jeudi dernier, la dureté ne vient pourtant pas des directions syndicales. À la SNCF, celles-ci ne proposent qu'un plan de grèves saute-mouton à partir

du 3 avril : deux jours par ci, deux jours par-là, étalés sur trois mois. Bref, des grèves en pointillés pendant que les trois grandes fédérations marchaient avec le gouvernement pour leur propre compte. Heureusement, des cheminots, rassemblés nombreux dans des assemblées générales, ne sont pas dupes et commencent à discuter d'une vraie grève, c'est-à-dire d'une grève reconductible qui devra s'organiser à la base et pourrait entraîner d'autres secteurs.

Vers la « coagulation » des conflits ?

C'est ce que craignent Macron et les patrons. Et il y a de quoi. Oui, la convergence des luttes est à l'ordre du jour. Du public au privé, les contestations peuvent se multiplier et faire boule de neige dans les chantiers, les bureaux, les ateliers, les centres commerciaux et bien sûr dans les transports et tous les services publics.

Les salariés d'Air France, dont certains étaient présents à la manifestation des cheminots, sont actuellement en lutte pour leurs salaires. Après avoir subi des milliers de suppressions d'emplois pour accroître la productivité, ils relèvent la tête. Vendredi 23 mars, leur grève a forcé la direction à annuler 25 % de ses vols. Et l'intersyndicale d'Air France, représentant toutes les catégories de personnel, appelle à une journée de grève le 30 mars puis à d'autres mobilisations en avril.

À Carrefour, plus grand employeur privé de France, les syndicats FO et CFDT appellent à une grève générale du groupe, qui sera certainement très suivie le 31 mars pour les salaires et contre les suppressions d'emplois.

Face au patronat et à la bourgeoisie qui n'ont jamais été aussi riches, il est temps de rendre les coups. Comment ? « Tous ensemble ! » comme le criaient des milliers de cheminots jeudi dernier.

Ce que vont nous coûter les suppressions de postes

Qualité, Ferrage, Emboutissage ou Peinture, partout la direction a recours à l'intimidation et la menace pour muter d'office les salariés au Montage, notamment en montant la limite d'âge à 45 ou 48 ans. Pour ceux qui restent dans leurs secteurs d'origine, la charge de travail sera plus dure. En effet elle veut supprimer énormément de postes au Montage, 77 à la Peinture, plusieurs dizaines au Ferrage et à la Qualité.

Elle a aussi en tête de transformer beaucoup d'ouvriers professionnels en ouvriers polyvalents voire même de les mettre à la chaîne par rotation.

Les miraculés de Lourdes... à PSA Poissy

Ces derniers temps, la direction de PSA se préoccupe particulièrement de la santé de ses salariés. Elle renvoie les salariés possédant des restrictions vers le service médical interne de PSA. Là-bas de vrais miracles ont lieu, les malades de longue date sont tout à coup guéris, les restrictions disparaissent ou sont adaptées pour permettre aux miraculés d'occuper des postes au Montage. Et tout ça sans eau bénite... Notre santé c'est notre bien le plus précieux, pas question de céder à ces techniques de charlatans.

Un choix perdant-perdant

Des caristes sont menacés d'être soit mis sur chaîne, soit prêtés temporairement à des entreprises sous-traitantes comme Veolia ou Trigo. Chez PSA, le temporaire peut durer longtemps, et même si on revient rien ne garantit de retrouver son poste, et en vérité il y a peu chances.

Les caristes sont à leur place là où ils sont : caristes chez PSA ! Hors de question d'accepter pire.

Pour PSA, nous ne sommes que des matricules

Au B2, MV3, équipe 12, notre collègue Franck était absent depuis près d'un mois, sans nouvelles. La direction ne s'en est pas soucié et a même dit à certains de ne pas s'en occuper. Grâce à des collègues inquiets, les pompiers l'ont finalement retrouvé chez lui, décédé depuis près d'un mois.

À la minute de silence en hommage mercredi dernier, la direction a à peine arrêté la chaîne. Elle n'allait quand même pas perdre un centime de ses profits. Plusieurs collègues du secteur de Franck n'ont même pas eu le temps d'arriver au rassemblement.

Ce qui est arrivé à Franck est terrible et le mépris de la direction est à vomir.

Heureusement qu'ils n'y ont pas mis un chiotte

En Peinture, la direction a fait installer une machine à laver dans la salle de pause de la Finition Laques. La machine a inondé la salle, alors que ça puait déjà la lessive pendant nos repas. Il y a plein de place en Peinture, quelle idée de vouloir la mettre sous le nez des salariés en pause !

PSA voudrait tout pourrir, y compris nos vacances

Beaucoup de salariés ont déjà eu des refus de 4^e semaine accolée. Nous avons travaillé toute l'année, ce n'est pas pour le plaisir d'engraisser les actionnaires de PSA, mais pour pouvoir placer nos congés selon nos besoins (voyage à l'étranger ou longue coupure loin de l'usine). Déjà que les réponses pour les congés sont de plus en plus tard (bonjour les tarifs de locations !), pas question de se les faire bousiller.

Équipe de nuit : opacité et pressions

La direction ne s'embarrasse plus de formalités avec les salariés de l'équipe de nuit : 3 dimanches travaillés en mars, toujours pas d'annonce claire pour tous sur les affectations après le 9 avril, pas d'infos précises aux briefings (notamment sur l'ACCAC), les avenants aux contrats de travail à partir du 28/02 ont été à nouveau distribués à la va-vite pour les signer. La hiérarchie fait des listes secrètes de salariés prêts à revenir à 28h30 en nuit en mai.

Salariés de la C, nous n'obtiendrons une nuit permanente à 35 heures payée 35 qu'en nous mobilisant collectivement, et avec les équipes 12 et 22.

L'honneur ça ne coûte pas cher

Dans les équipes de préparation de la D34, les chefs en rajoutent sur nos tenues qui doivent être impeccables et sur l'honneur d'être affecté à ce grand projet... Pour les conditions de travail, l'honneur ne coûte pas cher : on manque d'effectifs, de moyens et tous à la débrouille ! Ça en dit long sur la « D34, avenir de Poissy ». L'avenir ce sera nos luttes, pas une caisse à 30 000 € produite dans ces conditions-là.

À nous d'organiser la traque des licenciés !

Le gouvernement a annoncé lundi 19 mars de nouvelles mesures pour traquer les chômeurs. Ils devront remplir un « carnet de bord » destiné à prouver qu'ils cherchent activement du travail. Et s'ils refusent une offre d'emploi prétendue « raisonnable », Pôle Emploi pourra suspendre leurs allocations pour une durée d'un à quatre mois. Les effectifs de contrôleurs passeront eux de 200 à 600, et jusqu'à 1 000 l'an prochain.

Macron et sa bande ne veulent pas mettre fin au chômage, mais s'appuyer dessus pour nous faire accepter n'importe quel emploi sous-payé. Sinon, ils ne supprimeraient pas 120 000 postes de fonctionnaires et s'en prendraient aux patrons licenciés de Pages Jaunes, Carrefour ou PSA... leurs amis.

Pourquoi s'arrêter en si bon chemin ?

Le gouvernement s'est-il enfin aperçu que les retraités ne sont pas la « génération dorée » décrite par le député macroniste Eric Alauzet ? Toujours est-il qu'il annule la hausse de la CSG pour 100 000 d'entre eux. Encore 7 400 000 à exonérer et le compte sera bon.